



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et climat

Question au Gouvernement n° 1254

Texte de la question

STRATÉGIE NATIONALE POUR L'ALIMENTATION, LA NUTRITION ET CLIMAT

Mme la présidente . La parole est à Mme Agnès Pannier-Runacher.

Mme Agnès Pannier-Runacher . Il y a dix jours, avec mes collègues Yannick Neuder, du groupe Droite républicaine, Guillaume Garot, du groupe socialiste, ainsi qu'une trentaine de députés de différents groupes que je veux ici remercier, nous avons publié une tribune pour appeler à réduire l'alimentation ultratransformée.

Les données scientifiques sont sans appel : selon la revue de référence *The Lancet*, l'alimentation ultratransformée contribue directement à l'explosion de l'obésité, du diabète et des maladies cardiovasculaires mais aussi de la dépression et de nombreuses pathologies chroniques responsables de décès prématurés.

En France, ces produits représentent déjà près de 35 % des calories consommées. Selon un rapport du Sénat, ils coûteraient, au minimum, 11 milliards par an à l'assurance maladie, soit la moitié du déficit de la sécurité sociale.

La situation est particulièrement alarmante pour nos enfants. L'obésité infantile progresse et le diabète de type 2 apparaît désormais chez des adolescents – du jamais vu –, avec des conséquences irréversibles sur toute leur vie. C'est aussi une question de justice sociale.

Agir, ce n'est pas culpabiliser mais protéger en encadrant les promotions et la publicité, en éduquant les enfants à l'alimentation et en donnant une information loyale et transparente au consommateur, par exemple avec le nutri-score.

Il faut aussi mener cette bataille pour nos agriculteurs. Certes, la qualité a un coût mais elle crée pour eux du revenu et des emplois, et résonne profondément avec notre identité culturelle.

Madame la ministre de la santé, la stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat ne peut plus attendre. Mes questions sont très simples : quand le gouvernement présentera-t-il cette stratégie, attendue depuis des mois, avec un cap clair de réduction de la consommation de produits ultratransformés ? Soutiendrez-vous la proposition de loi de ma collègue Olivia Grégoire visant à instaurer une éducation à l'alimentation à l'école ainsi qu'une proposition de loi qui définirait, sur la base d'un consensus scientifique, l'alimentation ultratransformée ? Enfin, êtes-vous prête à défendre cet enjeu auprès de la Commission européenne ?
(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR et Dem ainsi que sur quelques bancs du groupe DR.)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées.

Mme Stéphanie Rist, ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées . Vous

avez raison : l'alimentation est un enjeu central de prévention en santé, de justice sociale et de souveraineté alimentaire. Les constats sont clairs : en France, près d'un adulte sur deux est en situation de surpoids ou d'obésité, avec des inégalités sociales et territoriales marquées.

La progression de l'obésité infantile et l'apparition précoce de pathologies chroniques appellent une réponse publique structurée et durable. Telle est précisément l'ambition de la future stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat, articulée avec le prochain programme national nutrition santé qui fixera un cap à horizon 2030.

Je porte une attention particulière à plusieurs leviers concrets : la promotion du nutri-score, la réduction effective de l'exposition des enfants aux publicités pour des produits trop gras, trop sucrés ou trop salés ou encore l'amélioration de la qualité nutritionnelle des produits, notamment grâce aux accords collectifs.

En outre, les travaux scientifiques de recherche relatifs à la caractérisation des produits ultratransformés – qui recouvrent des réalités très hétérogènes – vont se poursuivre.

Par ailleurs, le premier ministre vient de confier au député Cyrille Isaac-Sibille (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et Dem*) une mission sur les enjeux de prévention primaire, qui viendra encore enrichir les travaux relatifs à la prévention en santé.

J'en viens au calendrier. Le gouvernement a fait le choix d'un décalage afin d'intégrer pleinement les annonces récentes du premier ministre sur la commande publique, notamment la priorité donnée à la consommation de produits issus de l'Union européenne. Vous l'avez dit, nous devons être au rendez-vous de la santé publique et de la justice sociale, mais aussi de la souveraineté française et européenne.

Je vous donne donc rendez-vous dans quelques jours pour partager collectivement nos ambitions. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et Dem.*)

Données clés

Auteur : [Mme Agnès Pannier-Runacher](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (2^e circonscription) - Ensemble pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1254

Rubrique : Agroalimentaire

Ministère interrogé : Santé, familles, autonomie et personnes handicapées

Ministère attributaire : Santé, familles, autonomie et personnes handicapées

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 février 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 4 février 2026